

## **COMPTE RENDU** **du Conseil Municipal**

### **SÉANCE DU 20 MARS 2013**

*L'an deux mil treize, le vingt mars à 20 heures 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.*

**Présents :** M. LOUSTALET, Maire –  
MM. MAISONNAS, TRACLET, GUILLARD Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, DIDIER, GAUTHIER  
MM. ABBOU, CAPLAT, COTE, DENIS, PRUDON

**Pouvoirs :** M. MANIE (pouvoir à M. PRUDON)  
M. GRUMET (pouvoir à Mr TRACLET)

**Excusé :** M. BALOUZET

Secrétaire de séance : M. COTE

#### **1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :**

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

#### **2. FINANCES**

##### **COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF 2011**

Mr le Premier Adjoint informe l'Assemblée que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2012 a été réalisée par le Percepteur de Montluel et que le compte de gestion établi par ce dernier est conforme au compte administratif de la commune.

Ayant entendu l'exposé de Mr le Premier Adjoint, Monsieur le Maire ayant quitté la séance, il a été procédé au vote du Compte Administratif 2012. Celui-ci est détaillé comme suit :

- Section de Fonctionnement 2012 :
  - DÉPENSES: 525.041 €
  - RECETTES: 684.082 €
  - RÉSULTAT: 159.041 €
  - EXCÉDENT REPORTÉ: 162.858 €
  - CUMUL: 321.899 €
- Section d'Investissement 2012 :
  - DÉPENSES: 222.097 €
  - RECETTES: 360.049 €
  - RÉSULTAT: 137.952 €
  - EXCÉDENT REPORTÉ: - 216.478 €
  - CUMUL: - 78.526 €

20 h 30 : Arrivée de Madame Borrel-Jeantan

***Le Compte Administratif 2012 (Délibération 13/01/01) est adopté par***

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

***Le Compte de Gestion 2012 (Délibération 13/01/02) est adopté par :***

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

***Le Compte Administratif 2012 -Assainissement- (Délibération 13/01/03) est adopté par***

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

***Le Compte de Gestion 2012 -Assainissement- (Délibération 13/01/04) est adopté par :***

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

#### **AFFECTATION DU RÉSULTAT**

Au vu des résultats du Compte Administratif 2012, il convient d'affecter le résultat net cumulé de fonctionnement :

#### **DELIBERATION 13/01/05 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2012**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 159.041,00 euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 162.857,86 euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 321.898,86 euros. Il convient de procéder à l'affectation de ce résultat.

Le résultat de la section d'Investissement est de – 78.526,06 €.

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au compte 1068 : 78.526,06 €

. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté : 243.372,80 euros.

***L'affectation du résultat est adopté par :***

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

**DELIBERATION 13/01/06 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2012 – ASSAINISSEMENT-**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat de la section d'Investissement est de 247,51 € et le résultat de l'exercice antérieur s'élevait à – 140,00 €, le résultat cumulé s'élève donc à 387,51 €.

. Il convient de procéder à l'affectation de ce résultat.

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au déficit reporté : 387,51 euros.

***L'affectation du résultat est adopté par :***

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

**TAUX D'IMPOSITION 2013**

**DELIBERATION 13/01/07 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2013**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2013.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2011	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1.179.000	13,52	0 %	159.401
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	1.115.000	13,33	0 %	148.630
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	15.200	58,13	0 %	8.836
<b>TOTAL</b>	<b>2.309.200</b>			<b>316.867</b>

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Monsieur le Maire présente le Budget primitif 2013.

Le budget 2013 est proposé au vote du Conseil municipal sur une base de recettes fiscales sans augmentation du taux d'imposition des taxes directes locales (Habitation, Foncier Bâti, Foncier Non Bâti).

Le budget 2013 s'élève à un total de 1.212.448 euros dont plus de 337.800 euros seront consacrés aux investissements.

***Le Budget Primitif 2013 est adopté par***

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

***Le Budget - Assainissement 2013 est adopté par***

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

20 h 45 : Arrivée de Monsieur Denis

**3. DELIBERATION N° 13.01.08 : INDEMNITE DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la délibération n° 10/02/03 du 11 mars 2010 fixant les modalités de versement de l'indemnité de fonction du Maire et des Adjoint au Maire.

Il informe que dans le projet de dématérialisation, il convient de mensualiser l'indemnité de fonction versée au Maire et aux Adjoint au Maire.

Le Conseil,  
Où les explications de Mr le Maire,

. Autorise la mensualisation du versement de l'indemnité de fonction due au Maire et aux Adjoint au Maire.

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

**4. DELIBERATION N° 13.01.09 : ALIENATION D'UN VEHICULE COMMUNAL (VEHICULE POMPIERS)**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 1<sup>er</sup> avril 2008 donnant au Maire délégation pour traiter certaines affaires relevant normalement de l'Assemblée communale,  
Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite à la dissolution du CPI NI de Thil, il convient de vendre le véhicule Trafic RENAULT de la commune.

Mr Sylvain ROYER propose pour un montant de 1.300 € TTC, la reprise du véhicule RENAULT dont la date de première mise en circulation est le 28 décembre 1995.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- Accepte la vente du véhicule communal RENAULT (1.300 € TTC)
- Autorise Mr le Maire à signer tout document afférent à cette transaction,
- Dit que cette recette sera portée au budget principal 2013 (chapitre 024/Investissement)

<i>Pour</i>	13
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Maisonnas précise que ce véhicule a pris le gel durant cet hiver. Un devis de réparation a été demandé (1.500 €). Après accord avec Mr ROYER, le véhicule sera donc vendu en l'état sans contrôle technique, ni travaux.

##### **5. CONVENTION RAM (RELAIS ASSISTANTS MATERNELS)**

Mr Guillard informe le Conseil que le CCAS de St Maurice de Beynost s'est retiré de la convention tripartite au 31 octobre 2012. Il convient de signer une nouvelle convention de partenariat avec la commune de Beynost, sans que cela n'impacte financièrement la commune de Thil.

20 h 55 : Arrivée de Monsieur Abbou

#### **DELIBERATION N° 13.01.10 : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LE RAM**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 1<sup>er</sup> avril 2008,  
VU la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre la commune de Beynost et la Commune de Thil,

Considérant que depuis 2005, les communes de Thil, de Beynost et le CCAS de St Maurice de Beynost ont signé des conventions de partenariat successives qui ont permis à la commune de Thil et au CCAS de St Maurice de Beynost d'adhérer au « Relais Assistants Maternels » (RAM) de Beynost, en contrepartie d'une participation financière de chacune des parties basée sur les frais de fonctionnement de la structure.

Considérant que ces conventions ont permis de proposer aux familles, aux assistants maternels et aux personnes exerçant la garde des enfants au domicile des parents, un service destiné à améliorer l'organisation et la qualité de l'accueil des jeunes enfants.

Considérant que ce service, assuré par la commune de Beynost, est agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain qui verse la prestation de service de base, si le RAM remplit les missions fixées par la Caisse nationale des Allocations Familiales.

Considérant que la dernière convention concerne la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 octobre 2012, date du retrait du CCAS de St Maurice de Beynost de ce partenariat.

Il convient de conclure une nouvelle convention à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2012 afin de poursuivre le partenariat avec la commune de Beynost, sans que la commune de Thil ne soit pénalisée par le retrait du CCAS de St Maurice de Beynost.

Ladite convention a pour objectif de fixer les modalités de ce partenariat et de préciser la participation financière de la commune de Thil au RAM de Beynost, jusqu'au 31 décembre 2014, date d'échéance du Contrat Enfance Jeunesse actuellement en cours.

Celle-ci ne pourra être signée qu'après approbation de cette même convention par le Conseil Municipal de Beynost.

Le Conseil Municipal est invité à :

- approuver la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre les communes de Beynost et de Thil, telle qu'annexée à la présente délibération.
- autoriser Mr le Maire à signer cette convention et lui donner tous pouvoirs à cet effet.

Le Conseil,

Ouï les explications de Mr le Maire,  
après en avoir délibéré,

- APPROUVE la convention de partenariat concernant le Relais Assistants Maternels conclue entre les communes de Beynost et de Thil, telle qu'annexée à la présente délibération,
- AUTORISE Mr le Maire à signer cette convention et lui donne tous pouvoirs à cet effet.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## 6. TRAVAUX DE VOIRIE

Mr Traclet rappelle à l'Assemblée qu'une convention doit être conclue entre les trois parties (Conseil Général, Communauté de Communes et Commune) avant d'engager les travaux de mise en sécurité du secteur Sud.

### DELIBERATION N° 13.01.11 : CONVENTION TRIPARTITE CONCERNANT DES AMENAGEMENTS DE VOIRIE SUR RD61B

Monsieur le Maire expose que lors du Conseil communautaire du 28 février 2013, la Communauté de communes, après en avoir délibéré, a approuvé à l'unanimité la convention à signer entre la CCMP, le Conseil général de l'Ain et la commune de Thil en vue de la réalisation des travaux d'aménagement et de sécurité sur la RD 61 B (secteur Sud de la rue de la Mairie).

Monsieur le Maire rappelle que ces travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP dans le cadre d'un AP/CP n°3 créé en Avril 2012 pour la réalisation de divers travaux d'aménagement et de sécurité pour un montant global de 630 000 €.

Il informe que ces travaux étant réalisés sur le domaine public du Conseil général de l'Ain, il convient de signer une convention tripartite définissant les caractéristiques de l'aménagement, la charge d'investissement, les prescriptions techniques, les charges d'entretien et de garantie.

Lecture faite de la convention établie par le Conseil général de l'Ain portant sur la création d'un trottoir et d'une écluse sur la RD 61B du PR3+400 au PR13+850,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de délibérer sur la convention.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- . Approuve la convention à signer entre le Conseil général de l'Ain, la CCMP et la commune de Thil telle que présentée,
- . Autorise Monsieur le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## 7. QUESTIONS DIVERSES

### Vandalisme

Mr Traclet demande si un dépôt de plainte a été fait auprès de la Gendarmerie concernant les dégâts causés sur le local de Festhil'ité. Mr Abbou souhaite aussi qu'une plainte soit déposée à chaque fois pour dissuader les délinquants.

### Epicerie

Mr Prudon demande à quelle date l'épicerie sera rouverte. Mr le Maire explique que la transaction a été finalisée. Le nouveau gérant ayant signé un contrat avec la société Vival, des travaux d'aménagement seront réalisés. Le nouvel exploitant espère une ouverture pour fin avril 2013.

### Vérifications de conformité des assainissements non collectifs réalisés par le SPANC

Mme Didier demande combien d'enquêtes ont été réalisées à ce jour. Mr le Maire, après avoir rappelé que la compétence SPANC est exercée par la Communauté de communes, répond qu'une cinquantaine d'installations a déjà été contrôlée. Les services du SPANC réalisent en moyenne 30 contrôles par semaine. A ce rythme, la totalité des contrôles pourra être effectuée pour la mi juin.

Mr le Maire donne la parole au public.

Mr Claude B. souhaite qu'il y ait moins de dégradations cette année sur la commune.

Mr le Maire répond que la Gendarmerie effectue des rondes aussi souvent que possible.

### Gens du Voyage

Mr le Maire précise que plusieurs « Grands déplacements » de Gens du Voyage ont d'ores et déjà été enregistrés à la Préfecture. Afin de limiter les installations sauvages sur le village comme ce fut le cas en Août 2012, Mr le maire suggère que des dispositions soient prises pour limiter les accès notamment dans l'enceinte du Stade de THIL. Une concertation est à planifier avec les agriculteurs en ce sens.

L'ordre du jour étant épuisé,

*La séance est levée à 21 h 20.*